

## La métropole se ramasse une grève des poubelles

Depuis lundi soir, le ramassage des ordures ménagères est effectué de manière aléatoire dans le centre-ville de Marseille, suite à un préavis de grève reconductible de la CGT. Pénible ? Les agents réclament justement la prise en compte de la pénibilité de leurs conditions de travail. "Un mouvement très minoritaire", balaye leur employeur, la métropole, qui assure avoir déjà pris en compte le problème.



(image d'archives, Esther Griffe)

Par Julien Vinzent, le 24 mars 2017

Lien : <https://marsactu.fr/greve-collecte-ordures/>

Ceci n'est pas un happening, ni une tentative de scénographie originale dans le cadre de l'exposition *Vie d'ordures* du Mucem. Depuis lundi soir, le ramassage des poubelles est assuré de manière aléatoire dans le grand centre-ville de Marseille, suite à une grève d'une partie du personnel de la métropole. Déposé par la CGT, le préavis coïncidait au départ avec la journée d'action nationale du 21 mars, mais avec un caractère reconductible et sur des revendications spécifiques.

Après une première réunion vendredi, en amont du mouvement, « nous avons envoyé des éclaircissements mercredi à la direction en demandant un nouveau rendez-vous », précise Dominique Maccari, membre du bureau de la CGT métropole. « Depuis le 17, nous n'avons pas eu une seule demande », conteste Monique Cordier, vice-présidente du conseil de territoire Marseille Provence déléguée à cette question.

### Des mini-bennes pour écopier

Dans un communiqué publié ce jeudi soir, l'institution oppose de toute manière une fin de non recevoir à cette « poignée d'agents » : « La métropole Aix-Marseille-Provence regrette qu'un mouvement très minoritaire impacte les efforts des équipes présentes sur le terrain, qui se sont particulièrement mobilisées afin d'éviter une aggravation de la situation pour les habitants du centre-ville de Marseille. Des petits engins de collecte et des bennes supplémentaires ont ainsi été déployés pour pallier l'absence des 15 véhicules bloqués. »

Si l'on en croit la syndicaliste, la métropole aurait plus précisément fait appel à des sociétés privées, ce dont nous n'avons pas pu obtenir confirmation. « Une entrave au droit de grève », s'insurge-t-elle, ajoutant avoir « interpellé le préfet ».

Outre le cas particulier de « *sanctions suite au droit de retrait des agents, exercé lors de l'agression de l'un des leurs ayant entraîné une ITT de 3 jours* », le préavis brasse plusieurs points relatifs aux conditions de travail et de rémunération. Dominique Maccari insiste sur la quasi absence de compensation du travail du dimanche, « *74 centimes, non pas par heure, mais par dimanche travaillé !* »

« *C'est une question de cycles, on gomme le fait qu'il y a en compensation une réduction annuelle du temps de travail. On ne peut pas avoir et la prime et la réduction* », rétorque Monique Cordier.

## L'épouvantail du fini-parti

Mais c'est surtout sur « *le retour inacceptable du fini-parti* », mentionné dans les revendications, que se focalise la riposte de l'institution, pour mieux balayer l'ensemble. En 2014, la cour administrative d'appel avait jugé ce système illégal, obligeant le président de la communauté urbaine Guy Teissier (LR) à revoir (en douceur) l'organisation des tournées de collecte dans le cadre du « *contrat local de propreté* ».

« *Ce n'était pas très judicieux comme formulation, tente de rattraper Dominique Maccari. Le fini-parti n'est pas bon au niveau de la sécurité des agents, de nombreuses études l'ont montré. Par contre, nous portons l'idée d'une réduction du temps de travail par rapport à la pénibilité.* » À la lumière de cette pénibilité du métier, la syndicaliste invite ainsi à mettre fin « *aux modulations de prime en fonction des arrêts de travail* », et à « *réfléchir à la prévision des postes de reclassement, avec des formations pour que les agents puissent continuer à évoluer* ». De son côté, Monique Cordier estime que « *la pénibilité a déjà été prise en compte au moment du contrat local de propreté. Tout a été fait en négociation avec les syndicats. Je ne comprends pas pourquoi on ressort cela.* »

Concentré autour du garage de la Cabucelle, qui assure la collecte des 1er, 4e, 5e, 6e et 7e arrondissements et dont 17 des 30 bennes ont été bloquées dans la nuit de mardi à mercredi, le mouvement tâche d'essaimer à celui de Rabatau (8e, 9e, 10e, 11e et 12e). Et ce malgré l'implantation limitée de la CGT auprès des personnels de la collecte. Nous n'avons pas réussi à joindre la FSU, autre membre de l'intersyndicale de la métropole davantage représenté dans ce secteur, de même que des responsables de Force ouvrière, syndicat dominant. Ce conflit sera en tout cas scruté par les agents des cinq autres territoires de la métropole, qui ont pour l'heure chacun conservé leur statut précédent.